

# LGV Toulouse-Paris : tout n'est pas réglé

## Ligne Toulouse-Paris



Si le projet de LGV entre Paris et Toulouse, vient de franchir une nouvelle étape avec l'attribution au groupe Vinci du marché concernant le tronçon Tours-Bordeaux, plusieurs questions se posent encore sur le financement du projet. C'est en tout cas le sens de l'intervention qu'a faite hier Martin Malvy, le président de la région Midi-Pyrénées. « Sans revenir aujourd'hui sur nos engagements il va falloir vérifier la possibilité que les collectivités locales aient de participer à la même hauteur que le gouvernement à une dépense pour elle totalement hors normes, souligne-t-il. Leur demander globalement plus de 3 milliards d'euros revenait avant la réforme des finances locales à les pousser à un effort sans précédent.

Aujourd'hui la question devient celle de leur capacité à le faire. Comment les régions qui n'auront plus la possibilité de faire évoluer leurs recettes pourront-elles y parvenir sans que le gouvernement leur en donne les moyens d'une manière ou d'une autre ? Le débat ne manquera pas de s'ouvrir rapidement », assure le président de la région.

### Un contrat à signer

Pour ce qui est de l'engagement de Midi-Pyrénées, appelée comme les autres grandes collectivités de la région à participer au financement de Tours-Bordeaux, Martin Malvy souligne aussi les responsabilités de l'Etat.

« Il reste l'engagement ferme que doit prendre le gouvernement notamment sur la poursuite du chantier entre Toulouse et Bordeaux dès l'achèvement des procédures en cours. Il y a un contrat à signer », rappelle-t-il. Avant de prévenir. « Nous ne nous contenterons pas de promesses. Nous avons besoin d'être assurés que l'on parle bien le même langage, à savoir de la ligne Paris-Tours-Bordeaux-Toulouse, et ce d'autant plus que contrairement à certaines informations, les premières études sur Toulouse-Narbonne sont effectivement engagées ».

À bon entendeur...